

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 18249 - 71ÈME ANNÉE

2015-2016, date aussi importante que 1945-1946 qui a vu l'abolition du régime colonial

Appel à l'esprit de responsabilité de tous les Réunionnais

Ce 22 septembre lors d'une conférence de presse, le sénateur de La Réunion a expliqué pourquoi notre pays vivra un rendez-vous aussi important que celui de l'abolition du régime colonial en 1946. Face aux échéances inévitables liées au changement climatique, à la croissance de la population, à la mondialisation et à l'évolution institutionnelle, Paul Vergès constate le silence des propositions lors de cette campagne électorale. D'où le lancement d'un Comité de parrainage qui est appelé à être un acteur de ses 20 prochaines années, tout en étant un lieu de rassemblement de toutes les bonnes volontés, au-delà des étiquettes politiques, avec une préoccupation : le développement de La Réunion. Paul Vergès donne rendez-vous le 27 septembre à Sainte-Suzanne.



Paul Vergès a rappelé l'importance des rendez-vous à venir lors du prochain mandat du Conseil régional.

À moins de trois mois des élections Paul Vergès a tenu ce 22 septembre une conférence de presse. Au cours de son exposé, il a rappelé l'environnement particulier des prochaines élections régionales. « Dans moins de 70 jours, nous allons voter. Dans le contexte le plus important dans l'histoire des 70 ans de La Réunion. Jamais un rendez-vous n'a été aussi important que les 6 ans qui viennent », a-t-il expliqué.

Face à cette échéance, le sénateur a constaté la publication d'un certain nombre d'éléments de programme qu'il n'a « jamais vu aussi coupés de la réalité alors que la situation n'a jamais été aussi claire ».

Changement climatique, hausse du niveau de la mer, croissance démographique, confrontation des productions réunionnaises au marché mondial, émergences de nouvelles grandes puissances dans notre voisinage immédiat sont autant de questions qui ne sont pas abordées dans cette campagne des régionales, alors que la Région a des compétences dans tous les domaines qui touchent à ces évolutions.

Décalage entre promesses et réalité

C'est la première fois que l'on a une feuille de route aussi claire. « On a les rendez-vous dans les 6 ans » sur tous ces problèmes. L'environnement de La Réunion et notre île en seront bouleversés. D'où un décalage entre cette situation à anticiper et des propositions comme celle du « maintien du nombre de chômeurs à 100.000 », a-t-il dit, soulignant que « les textes sur l'égalité réelle seront déposés au début de l'année prochaine, dans 3 mois ». Ils fixeront un cap pour les 20 années à venir. Le sénateur annonce que deux projets sont dans les tuyaux : celui sur l'égalité réelle, et un autre texte visant à lutter contre les inégalités sociales outre-mer. C'est l'occasion de rappeler l'inégalité institutionnalisée par l'État quand il a choisi de ne verser la sur-rémunération qu'aux seuls fonctionnaires. Ce sujet est d'ailleurs revenu récemment sur le devant de l'actualité avec le rapport de la Cour des

Comptes qui préconise à nouveau une réforme de la sur-rémunération. Quant à Emmanuel Macron, ministre de l'Économie, ses déclarations ont été encore plus loin, allant jusqu'à remettre en cause la justification du statut des fonctionnaires.

L'appel à propositions pour l'avenir

Pour Paul Vergès, le projet présidentiel annonce « la fin de l'intégration de 1946. Ce système qui a fait La Réunion d'aujourd'hui ». Le sénateur y voit « une tentative du gouvernement d'intégrer La Réunion dans son environnement régional ».

« C'est pourquoi 2015-2016 est aussi important que 1945-1946 », les années qui ont vu La Réunion sortir du statut colonial. Paul Vergès a rappelé la rupture historique qu'a été 1945-1946. Jusqu'alors, toutes les décisions stratégiques relatives à La Réunion étaient prises en France. Cela a d'abord été l'introduction de l'esclavage et l'application du Code noir de Colbert, l'abolition de l'esclavage en 1794 décidé à Paris mais pas respectée ici, son rétablissement en 1801, et l'abolition définitive en 1848.

La seule date où les habitants de La Réunion et des Antilles ont obtenu l'application d'une décision qui vient d'eux, c'est 1946, abolition du statut colonial, née d'une initiative des populations concernées et de leurs représentants.

Pour l'égalité réelle, François Hollande lance un appel à propositions. Les responsables politiques réunionnais n'auraient-ils rien à proposer ? Quel recul par rapport à Césaire et Raymond Vergès ! Mais aujourd'hui, les candidats ne disent rien à ce sujet alors que François Hollande attend des propositions et que le statut de La Réunion pourrait changer.

Le sénateur conclut sur ce point en soulignant que « des candidats vont demander aux Réunionnais d'être les complices de leur abdication historique ». D'où un appel à se saisir.

Comité de parrainage lancé pour 20 ans

« Nous allons ouvrir la campagne électorale le 27 septembre », a poursuivi Paul Vergès. Ce sera à Sainte-Suzanne, lors du premier meeting unitaire de l'Union des forces de progrès. Cette liste d'union va annoncer que son programme s'inspire des discussions entre les deux partis, PCR et Progrès, qui prennent en considération les changements à venir.

« La jeunesse qui se lève sera concernée » par tous ces enjeux, a déclaré Paul Vergès. Elle verra Madagascar avec 55 millions d'habitants, ainsi que les bouleversements provoqués par la montée du niveau de la mer.

Le 27 septembre, deux groupes vont s'exprimer : les candidats et le comité de parrainage. Paul Vergès et Jean-Claude Fruteau assument la responsabilité du Comité de parrainage qui n'est pas un comité de soutien électoral à une liste : « en fonction du programme, nous dirons si nous sommes d'accord ».

Cette instance est faite pour durer, aussi longtemps que la transition prévue pour aller vers le développement de La Réunion, soit un engagement de 20 ans. Cette durée est l'aspect nouveau. « Nous voulons affronter tous les rendez-vous et pas seulement électoraux. Nous voulons être au centre du changement institutionnel », a ajouté Paul Vergès.

« Le Comité de parrainage est un appel à l'esprit de responsabilité de tous les Réunionnais », a conclu Paul Vergès, « il s'agit de votre sort. Le Comité de parrainage donnera la parole à tous les Réunionnais, au-delà des options politiques immédiates ».

Rendez-vous est donc donné dimanche prochain à Sainte-Suzanne, pour l'entrée en campagne.

M.M.

Édito

L'importance de la perspective d'avenir

Depuis sa création en 1959, le Parti communiste réunionnais a toujours mis en avant des propositions qui ne concernent pas seulement l'immédiat, mais aussi la perspective. La création du PCR s'est faite sur la base de l'analyse de la situation, et d'un plan d'actions. Cela a amené la fin de la Fédération communiste de La Réunion et sa transformation en un parti réunionnais. Tous ces documents, thèses et discours, ont été rendus publics à l'époque dans Témoignages.

16 ans plus tard, le PCR était sorti de la clandestinité. La bataille contre la fraude électorale avait permis d'obtenir des premières victoires. Au Port et à La Possession, les maires étaient communistes. À Saint-Louis, le PCR était dans la coalition majoritaire. Ces victoires électorales n'ont pas arrêté la réflexion. L'année 1975 constituait une échéance importante, avec une plus forte intégration dans l'Europe et la fin du franc CFA. Le début des années 1970 était marqué par l'arrivée du chômage de masse. C'est pourquoi face à l'aggravation de la crise, le PCR a publié un Plan de survie.

D'autres ouvrages ont suivi, notamment *Egalité et développement*, *Pour un nouveau contrat social* et cette année les 25 propositions pour une nouvelle politique à La Réunion.

Cette préoccupation de privilégier aussi bien l'immédiat que la perspective d'avenir est également partagée. Il y eut le PDA, ainsi que les Propositions pour une nouvelle étape du développement présentée par l'Alliance aux can-

didats à la présidentielle de 2007.

Hier en conférence de presse, Paul Vergès a constaté que seul l'immédiat est évoqué lors de cette campagne des régionales. Cela donne lieu à des dérives avec des promesses démagogiques.

Le sénateur a rappelé l'importance des rendez-vous qui arrivent au cours des 6 prochaines années, ainsi que la nécessité d'anticiper des échéances à plus long terme. C'est un appel à la responsabilité qui se traduit par le lancement d'un Comité de parrainage qui réfléchira à ces questions et apportera sa contribution à la mise en œuvre de solutions au cours des 20 prochaines années.

Ce type d'approche fera les principaux titres de la presse internationale à la fin de la semaine. Plus de 190 chefs d'État vont se réunir au siège de l'ONU pour adopter l'Agenda 2030 qui fixera des objectifs de développement durable. L'ONG WWF y voit un « plan de survie pour la planète et l'humanité ».

Plus près de nous, l'Union africaine travaille également à l'élaboration d'une stratégie sur 50 ans, c'est l'Agenda 2063 lancé en 2013.

La réflexion sur les perspectives d'avenir est donc une préoccupation largement partagée dans le monde. La Réunion sera au rendez-vous.

J.B.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergès
71^e année
Directeurs de publication :
1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergès ; 1957 - 1964 : Paul Vergès ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany
Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ;
1991 - 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX
Rédaction
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 29
E-mail : redaction@temoignages.re
SITE web : www.temoignages.re
Administration
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 23
E-mail Avis, Abonnement : avis@temoignages.re
E-mail Publicité : publicite@temoignages.re

Les régionales auront lieu quelques jours avant la COP21

Changement climatique à La Réunion : non à la conspiration du silence

Les effets du changement climatique sont absents de la campagne des élections régionales. Or La Réunion est une île tropicale montagneuse, elle est donc en première ligne. Le Conseil régional a la responsabilité d'importantes compétences dans l'aménagement du territoire.



Avec une hausse de 6 mètres du niveau de la mer, quel avenir pour l'aéroport de Gillot Roland-Garros, porte de La Réunion vers le monde ?

Hier en conférence de presse, Paul Vergès a tout d'abord rappelé que quelques jours après le vote des régionales, aura lieu la conférence de Paris sur le climat, la COP21. Pour cet événement, le président de la République a pris une position très claire : si cette conférence n'arrive pas à une issue positive, alors la situation sera désastreuse. La Réunion est comprise dans cette situation, car comme toutes les régions du monde elle est touchée par les effets du changement climatique. Des conséquences du réchauffement climatique dans tous les secteurs, y compris La Réunion. Or, « la préparation réunionnaise de cette conférence est inexistante ». Et pourtant, « nous sommes dans une zone de cyclones et d'éléments climatiques qui vont être désastreux. La nouvelle internationale la plus importante, c'est la conséquence de l'augmentation du niveau des océans », a précisé Paul Vergès. La mer montera d'une hau-

teur comprise entre 6 et 12 mètres. La seule incertitude est le délai, a-t-il dit.

L'aménagement à anticiper

Mais le sénateur a noté que « ce problème n'est pas à l'ordre du jour des prochaines élections ». Il a ajouté qu'à la demande des collectivités locales en France, une expertise a été faite du littoral de toute la France. Des leçons sont tirées dès maintenant. Cette étude n'existe pas à La Réunion, et n'est pas à l'ordre du jour de la campagne électorale des 6 ans de la Région. À 200 kilomètres d'ici, Maurice annonce son plan d'adaptation au changement climatique.

À La Réunion, la population et les infrastructures sont construites sur le littoral.

« Que fait-on des logements touchés

sur le littoral, des infrastructures menacées, de l'aéroport de Gillot, des projets annoncés par les éléments qui constituent l'ossature de la liste annoncée par le président de la Région comme la création d'un 2e port à Bois-Rouge ». Et de poursuivre, « que fait-on de l'écocité à Saint-Paul qui va concerner 40.000 habitants sur le littoral de la plaine Chabrier alors qu'il n'y a pas un mètre entre le niveau actuel de l'océan et la plaine Chabrier ».

La montée du niveau de la mer aura d'autres effets. L'alimentation en eau de la ville du Port sera à revoir, car la nappe phréatique de la plaine des Galets ne sera plus composée de la même proportion d'eau douce qu'aujourd'hui. Que deviendront les étangs d'eau douce de Bois-Rouge, Saint-Paul, le Gol ?

D'autres pays ont déjà commencé

À cela s'ajoute la menace pesant sur la barrière corallienne à cause de l'acidification des océans. Paul Vergès a cité une étude laissant aux coraux une espérance de vie de 30 ans. Que restera-t-il alors de ces barrières protectrices dans l'Ouest et le Sud ?

Dans d'autres pays, l'adaptation au changement climatique est une priorité. « On parle des digues en construction pour protéger New-York, de l'équipement pharaonique pour Jakarta : une digue de 35 kilomètres de long, de 18 mètres de haut pour sauver une ville de plusieurs millions d'habitants ».

Pour clore ce chapitre environnemental, Paul Vergès a interrogé sur l'action des maires, de la Région responsable de l'aménagement du territoire et du Conseil départemental compétent dans l'agriculture et la pêche : « Quelles mesures prises à La Réunion face à ces menaces directes ? »

L'impact de la démographie

Un environnement régional bouleversé

Comment préparer les Réunionnais à être les voisins d'un Madagascar à 55 millions d'habitants, tandis que l'Inde à quelques heures d'avion sera la superpuissance de notre océan ? L'environnement régional sera bouleversé. Quelles sont les propositions des candidats aux élections sur ce point stratégique ?



Cette année, le Premier ministre indien s'est adressé directement à des Réunionnais en mettant en avant l'origine de leurs ancêtres. L'Inde est la superpuissance de demain et compte s'appuyer sur sa diaspora pour rayonner dans l'océan Indien.

Le sénateur a ensuite posé le problème de la croissance démographique. La Terre abritera 2,5 milliards d'habitants de plus d'ici 2050. Cette augmentation correspond à la population de la planète en 1950, résultat de l'accumulation de plusieurs milliers de générations. La Réunion est touchée par ce phénomène. De 250.000 habitants en 1946, elle est passée à 850.000 aujourd'hui et près d'un million dans une génération.

Les pays voisins sont aussi dans cette dynamique. Madagascar voit sa population croître de 800.000 habitants tous les ans, soit une Réunion de plus. La Grande île se dirige vers 55 millions d'habitants en 2050. Son président de la République était invité à la Maison-Blanche. 55 fois la population de La Réunion à 800 kilomètres de nos côtes.

À côté de nous, le Mozambique bénéficie d'une forte croissance économique. Cela lui permet d'accueillir de jeunes Portugais qui

ont quitté leur pays à cause du chômage. Est-ce ce qui attend les Réunionnais dans une génération ? Un autre effet de la croissance démographique touchera Mayotte. 240.000 habitants sur 1/6 de La Réunion aujourd'hui. À densité égale, cela représenterait 1,5 million de Réunionnais dans notre île. 344000 en 2030, 497000 en 2050, 732000 en 2100, la population de Mayotte va grimper en flèche, sur une île qui subira les effets de la montée du niveau de la mer.

Comment accueillir des milliers de Mahorais ?

Le territoire intégré à la France le plus proche de Mayotte est La Réunion. Que va faire le gouvernement français face à cette poussée liée à l'arrivée à La Réunion des Mahorais ? La France en a en effet fini avec la prospérité économique des 30 Glorieuses qui avait nécessité l'émigration de Réunionnais avec le

BUMIDOM.

Paul Vergès a rappelé qu'aux Jeux des îles, les dirigeants de La Réunion ont chanté la Marseillaise aux côtés des Mahorais, montrant un ferme attachement à l'intégration de Mayotte à la France. Quels sont leurs propositions pour faire face à l'impact de la croissance démographique de Mayotte sur La Réunion, interroge Paul Vergès.

Enfin, le sénateur a insisté sur l'émergence de l'Inde en tant que superpuissance de l'océan Indien, une région où il existe une importante diaspora. Lors de son dernier voyage en France, Narendra Modi, Premier ministre indien, s'était adressé directement à des Réunionnais d'origine indienne par visioconférence. Il avait dit à ces citoyens français qu'au-delà de leur passeport coule dans leurs veines le même sang que lui. Dans une génération, les Réunionnais iront-ils faire leurs études à Paris, ou à New-Delhi, interroge Paul Vergès.

Un autre sujet absent de la campagne des élections régionales

Economie : silence inquiétant face aux menaces immédiates

La Réunion est touchée par les conséquences de la mondialisation. Ses effets les plus immédiats sont la suppression du quota et du prix garanti du sucre dans 2 ans. Avec la signature d'un accord de libre échange entre les pays voisins et l'Union européenne, toute notre production sera soumise à la concurrence internationale. Ce sujet est absent de la campagne, alors que le Conseil régional a la responsabilité de la planification de l'économie.



Dans moins de deux ans, c'est la fin du quota sucrier. 18.000 emplois sont menacés. Que disent les candidats ?

Lors de sa conférence de presse hier, Paul Vergès a évoqué un sujet malheureusement absent de la campagne électorale. C'est l'impact de la mondialisation sur l'économie de La Réunion. La première conséquence concrète et immédiate est la fin du quota sucrier et du prix garanti du sucre en 2017. Une fois terminée la campagne sucrière 2015, il n'en restera qu'une avec le système actuel. Ensuite, ce sera l'abolition des quotas. « Nous serons confrontés au prix mondial », a souligné le sénateur et en ce moment, « le prix des matières premières agricoles s'effondre ».

D'où cette question : que fait-on de

ce rendez-vous avec la principale culture d'exportation de La Réunion ? La crise de la canne, c'est la ruine pour les planteurs, les ouvriers d'usine, les transporteurs de canne et de sucre et les travailleurs du port chargés de l'exportation. La remise en cause du quota sucrier entre en plein dans la responsabilité du Conseil régional et pas un mot des candidats, a noté Paul Vergès.

À cela s'ajoute la menace sur l'octroi de mer. La fin de la dérogation interviendra en 2020, pendant le prochain mandat des conseillers régionaux.

C'est la Région qui fixe les taux et collecte cet impôt. C'est un élément important pour le budget des com-

munes, et pour la sauvegarde la production. Quant à la défiscalisation, le régime actuel prendra fin au cours des 6 prochaines années. Cette aide de l'État est un soutien important au BTP. Ce secteur est en pleine crise, avec la moitié des travailleurs au chômage. Paul Vergès a constaté que l'entrevue entre le président de la République et les patrons de l'Outre-mer n'a pas rassuré. Pour sa part, l'Union européenne a décidé de plafonner les régimes d'aides en incluant l'octroi de mer.

Octroi de mer et défiscalisation

C'est l'inquiétude. La fin de l'octroi de mer et de la défiscalisation sont annoncés pendant ce mandat. Mais pas un mot sur cette question de la part des candidats.

Dans ce volet économique, un autre point n'est pas le plus négligeable. C'est le remplacement des accords préférentiels par les accords de partenariat économique. Ils ont pour effet la constitution de blocs économiques régionaux. L'Union européenne signera un accord avec un bloc d'États allant du Caire au Cap, soit 28 pays peuplés de 600 millions d'habitants dont les îles voisines.

« Comment faire face à la concurrence de nos voisins qui ont les mêmes productions que La Réunion ? Le rendez-vous est immédiat. Les candidats n'en parlent pas », a dit Paul Vergès.

Le WWF et l'Agenda 2030 pour le développement durable

«Un peu d'espoir à la veille de l'adoption d'un plan de survie pour la Planète et l'Humanité»

Dans un communiqué diffusé hier, le WWF salue l'adoption prochaine de l'Agenda 2030 par les Nations-Unies. Cela permet d'avoir un peu d'espoir.

« L'Agenda 2030 pour le développement durable, qui devrait être adopté à la fin de la semaine à New York, laisse espérer que les pays du monde entier seront capables de travailler ensemble pour éradiquer la pauvreté et protéger l'environnement. C'est à l'occasion de ce qui s'annonce comme le plus grand rassemblement de dirigeants du monde entier jamais organisé que les 193 Etats membres des Nations Unies adopteront formellement ce texte.

Articulé autour de 17 Objectifs de développement durable (ODD), il vise à éradiquer la pauvreté, assurer la sécurité alimentaire, garantir l'accès à tous à l'eau et l'assainissement ainsi qu'à des services énergétiques fiables et durables, mettre en place des modes de production et de consommation durables, protéger la biodiversité et construire des villes respectueuses de l'environnement.

A la différence des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) qui arrivent à terme en 2015, l'Agenda 2030 pour le développement durable accorde une place importante aux priorités environnementales et est universel. Il incombe à chaque pays la responsabilité de le mettre en œuvre, à travers l'adoption de plans de développement, de mesures fiscales, réglementaires, juridiques et institutionnelles, et l'apport de soutiens financiers et d'investissements adéquats.

« S'il s'agit du plus grand rendez-vous jamais organisé pour réunir les dirigeants du monde entier, c'est bien parce que nous faisons face aux plus grands défis jamais rencontrés. Les pays vont enfin reconnaître que la santé de l'économie, de l'environnement et des individus sont indissociables. », explique Yolanda Kakabadse, Présidente internationale du WWF.

Au-delà de nos attentes

Sur la période 2015-2030, l'Agenda 2030 pour le développement durable devra aboutir à la mobilisation de plusieurs milliers de milliards de dollars de financement privés et publics. Tout l'enjeu sera ensuite d'allouer les financements à bon escient c'est-à-dire rediriger les soutiens aux pratiques néfastes – telle que l'exploitation des énergies fossiles – vers des politiques durables permettant à la fois de protéger l'environnement et d'assurer la subsistance de l'Homme.

« L'accord va au-delà de nos attentes : il est plus complet que ce que l'on aurait pu imaginer. Il nous laisse donc espérer que nous pourrions réaliser les changements significatifs qui s'imposent pour aider les populations et la Planète. Dans ce plan, il est question de survie et de prospérité. En consacrant le rôle central de la nature dans le maintien du bien-être humain, il va permettre aux individus de toute la planète de vivre plus heureux, en meilleure santé, et d'avoir de l'espoir pour l'avenir » se réjouit Yolanda Kakabadse.

Les Nations Unies estiment que la population mondiale aura atteint les 8,5 milliards d'habitants d'ici 2030. Pour donner à l'Agenda 2030 pour le développement durable toutes les chances d'atteindre ses objectifs, le WWF appelle les pays à s'atteler au plus vite à sa mise en œuvre et à faire preuve du même engagement que celui manifesté pour parvenir à son adoption.

« Une mission définie n'est pas une mission remplie ! En arrivant à New York, les dirigeants du monde entier doivent dire « oui » à ce plan pour sauver la Planète mais aussi prendre des engagements concrets permettant de donner corps à

l'agenda chez eux », prévient Deon Nel, Directeur international des programmes de conservation au WWF.

Non à la surexploitation

Alors que l'économie des pays les plus pauvres dépend, pour l'essentiel, des ressources naturelles au travers d'activités telles que l'élevage et la pêche, l'environnement subit déjà les impacts du changement climatique et de la surexploitation des ressources. L'Agenda 2030 doit inverser cette tendance en intégrant des initiatives visant à protéger l'océan, les ressources en eau, les forêts, tout en assurant la durabilité des villes et en prenant en compte les enjeux économiques.

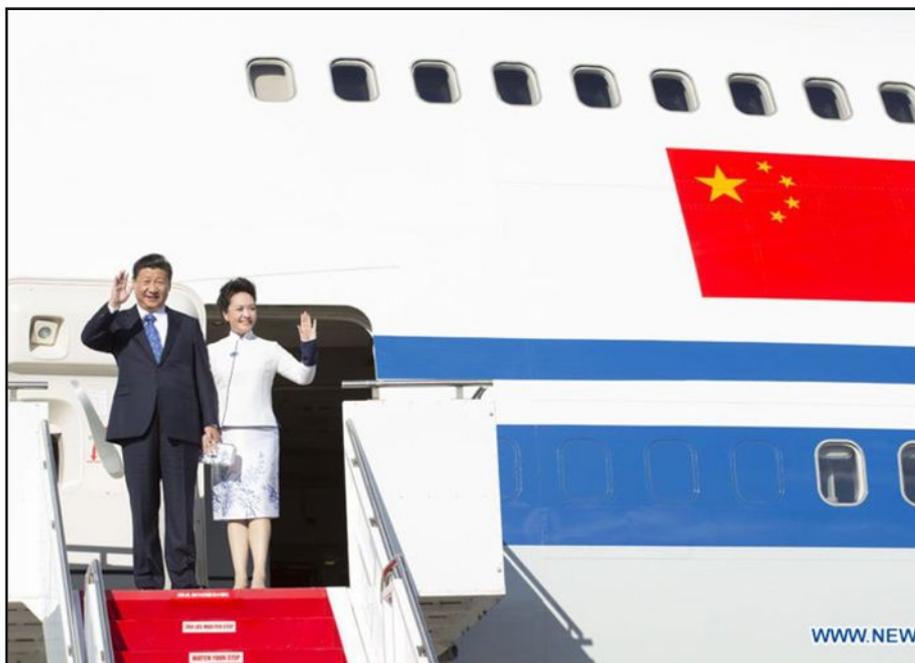
« Le WWF travaille depuis des années pour que ce plan comprenne les volets environnementaux lui garantissant les meilleures chances de réussite. Alors que dans quelques jours, les dirigeants vont s'engager autour de l'Agenda 2030, nous, WWF, nous engageons à continuer à faire équipe avec les gouvernements, le monde économique et les communautés pour qu'il soit bien mis en œuvre », souligne Deon Nel.

En raison du fort soutien dont il bénéficie et de sa solidité, l'Agenda 2030 pour le développement durable place haut la barre pour la Conférence Paris Climat 2015 (COP21). L'adoption, en décembre prochain, d'un accord suffisamment robuste pour maintenir le thermomètre mondial bien en-dessous de la barre des 2°C tout en protégeant les plus vulnérables, est une étape essentielle pour permettre à l'Agenda 2030 de lutter contre les menaces du dérèglement climatique sur les populations et la nature.»

Le président de la Chine en visite officielle

Xi Jinping aux Etats-Unis pour tenter l'apaisement

La visite de Xi Jinping aux Etats-Unis, du 22 au 25 septembre, vise à apaiser les tensions entre les deux pays, qui restent dépendants l'un de l'autre. En effet, les soubresauts de l'économie chinoise ont affolé les marchés durant plusieurs jours, bien que les autorités aient tout mis en place pour éviter une dégringolade plus importante.



Le président chinois Xi Jinping et son épouse sont arrivés à Seattle, première étape de la visite d'État. Une rencontre est prévue avec les responsables de Microsoft. (Photo Xinhua/Huang Jingwen)

Pour de nombreux observateurs, ce sommet bilatéral entre Chine et États-Unis ne devrait pas apaiser la tension, tant les dossiers sont sensibles : les différends territoriaux de Pékin en mer de Chine méridionale, le cyber-espionnage, les droits de l'homme, la dévaluation du yuan, etc.

Malgré les frictions, Pékin souhaite minimiser les points de tension, assurer un taux de croissance de 7 % et reconforter les investisseurs que la conjoncture actuelle est passagère. De nombreux représentants chinois ont assuré que la relation sino-américaine entrait dans une nouvelle dynamique, plus sereine et confiante.

Eviter le conflit

Dans un article Le Quotidien du Peuple a indiqué que la rencontre entre Barack Obama et Xi Jinping pouvait « soit succomber à la prédestination du « piège Thucydides » (1), où se frayer un nouveau chemin et montrer qu'une montée en puissance dans une collaboration existante ne doit pas nécessairement entrer dans une confrontation ». Mais une telle confrontation ne serait dans l'intérêt de personne, raison pour laquelle, le gouvernement chinois tente de prouver qu'il n'a aucune volonté hégémonique, préférant laisser la place à Washington.

De son côté, la Maison-Blanche a indiqué que les deux dirigeants allaient tout d'abord « aborder les points de désaccord de manière constructive », pour ensuite établir des accords. Un partenariat vivement attendu par plus d'une centaine d'entrepreneurs, dont Mark

Zuckerberg (Facebook), Tim Cook (Apple) ou le magnat des affaires Warren Buffett, qui ont appelé les deux présidents à bâtir une relation « durable ». Ces derniers souhaitent que les deux pays s'entendent sur un traité d'investissements bilatéral de « haute qualité » qui aurait un « impact immédiat et tangible » sur les économies des deux pays, étroitement imbriquées.

Jeudi dernier, Xi Jinping a assuré devant une délégation d'hommes d'affaires américains venus à Pékin, qu'il était prêt à « un échange approfondi de vues » avec Barack Obama, afin de bâtir « un nouveau modèle de relations entre grands pays ». Au-delà de la coopération attendue sur le climat pour la conférence de Paris en décembre, Barack Obama a prévenu que les cyber-attaques de la Chine n'étaient « pas acceptables » et qu'il en discuterait avec son homologue.

Sur le dossier des conflits territoriaux, les Etats-Unis craignent la montée en puissance militaire de la Chine dans la région. La flotte américaine reste très présente sur les côtes asiatiques, notamment au Japon et en Corée du Sud. Mais, les relations économiques et financières restent primordiales pour ces pays, qui estiment tout de même la Chine comme un allié économique incontournable.

Cependant, la rencontre entre les deux hommes ne devaient pas avoir plus d'effet qu'attendu, car Barack Obama est sur le départ avant les élections de 2016, alors que Xi Jinping a encore un mandat supplémentaire devant lui.

Pékin rassure sur son économie

À la veille de sa visite aux Etats-

Unis, le président chinois Xi Jinping a exprimé sa confiance dans les perspectives économiques de son pays. Ce dernier a expliqué au journal *The Wall Street Journal* que l'économie chinoise est semblable à un grand navire traversant des mers agitées, qui tangue mais « va dans la bonne direction ».

Depuis deux ans, Pékin tente de changer de modèle économique, pour le concentrer sur la consommation et l'investissement intérieur, tout en mettant en place des mesures alternatives avec des effets sur le long terme dans l'économie verte, la recherche et l'innovation ainsi que l'entrepreneuriat.

D'autres décisions ont été prises d'urgence pour éviter une nouvelle chute des bourses, avec des allègements fiscaux, une augmentation des dépenses publiques, une réforme des entreprises d'Etats. Le but est de relancer la dynamique, tout en sortant d'un système économique basé sur les exportations, dont les chiffres ne cessent d'alarmer (baisse de plus de 8 % en juillet.)

Xi Jinping a donc assuré que « le développement des marchés financiers est un objectif clé pour les réformes » économiques entreprises. Ce dernier a toutefois ajouté que « cet objectif ne va pas être modifié simplement à cause de l'instabilité des marchés », selon l'agence de presse Reuters. Ainsi, le président chinois assoit ses positions à quelques heures de sa rencontre avec Barack Obama.

Pékin ne compte pas se laisser imposer des mesures économiques, avantageuses pour les Occidentaux, qui sont encore malmenés par les crises économique, financière et désormais politique. Mais, Xi Jinping tient à rassurer les marchés, en annonçant une croissance proche de 7 %. C'est le seuil indispensable pour créer plus de 10 millions d'emploi par an en Chine et ainsi conserver la paix sociale, mais également s'assurer du maintien de son statut sur la scène internationale. Pour Xi Jinping, « l'économie chinoise continue d'évoluer dans une fourchette convenable.

@celinetabou

La question des migrants à l'ordre du jour

Sicile : Younous Omarjee présidera une délégation du Parlement européen

Cette semaine, Younous Omarjee préside une délégation du Parlement européen en Sicile sur la politique européenne de cohésion et la crise migratoire.



Younous Omarjee.

C'est en tant que premier Vice-Président de la commission du développement régional (REGI) du Parlement européen, que Younous Omarjee conduira, du 23 au 25 septembre, une délégation du Parlement européen en Sicile (Italie).

Les 11 députés présents vont observer la mise en œuvre de la politique de cohésion dans la région insulaire. Ils rencontreront les différents représentants des autorités régionales et locales, dont Rosario Crocetta, le président de la Région, Enzo Bianco, le maire de Catane – la capitale économique de la Sicile – ainsi que plusieurs maires de zones rurales.

Ils visiteront 3SUN, un grand projet d'énergie solaire photovoltaïque fi-

nancé par le FEDER, STPS, un consortium scientifique, mais aussi un centre de recherche en sismologie et la Villa del Casale, un site archéologique romain protégé par l'UNESCO et notamment restauré par les fonds européens.

Younous Omarjee a aussi tenu à ce que la crise migratoire soit à l'ordre du jour, alors que l'île fait face à un afflux de migrants considérable, que les autorités italiennes demandent davantage de solidarité européenne et que les fonds européens régionaux peuvent jouer un rôle en ce sens. La délégation rencontrera donc deux membres du gouvernement national, MM. Delrio et De Vincenti, les ministres des infrastructures et de la politique de cohésion.

Allons vraiment «bouger autrement et durablement» !

Ce mardi 22 septembre, où se termine la célébration réunionnaise de l'édition 2015 de la Semaine Européenne de la Mobilité (SEM), le Comité Réunionnais de Promotion du Vélo (CRPV) tient à féliciter et à remercier tous les acteurs associatifs et institutionnels pour les nombreuses actions qu'ils ont organisées à cette occasion. En effet, durant toute cette semaine, des initiatives ont été prises dans toute l'île pour faire connaître et montrer concrètement les multiples atouts des modes de déplacements alternatifs au tout-automobile et au tout-pétrole.

Nous félicitons aussi les Réunionnaises et Réunionnais qui ont participé activement aux diverses rencontres, tables-rondes, randos-vélo et autres activités pour défendre cette cause et prouver ainsi leur attachement au développement à la fois de la multi-mobilité et de l'inter-mobilité à La Réunion. Dans cet esprit, la fondation récente du Syndicat Mixte de Transports de La Réunion (SMTR) est une avancée

très positive car elle devrait favoriser les liens entre les divers modes de déplacements durables à mettre en œuvre.

Le CRPV a donc participé à plusieurs de ces événements coordonnés par le SMTR avec divers partenaires, comme par exemple des ateliers pédagogiques au collège de l'Oasis au Port, afin de montrer aux élèves les avantages des déplacements à vélo et les dispositions à prendre pour se déplacer ainsi en toute sécurité.

Des associations membres de notre organisation ont également apporté leur contribution à la SEM 2015, comme par exemple Vélo-Vie, qui a lancé un cycle de 4 réunions dans les diverses micros-régions de l'île sur les conditions de l'amélioration de la pratique du vélo. Nous pouvons également citer Trans'Port Vélo Ville, qui a participé à la mobilisation des usagers du vélo pour la rando-vélo intercommunale du TCO entre La Possession et l'Ermitage.

En fait, lors de la conférence de presse organisée pour lancer la SEM, nous avons ressenti entre les

divers partenaires une volonté partagée de travailler ensemble à améliorer les conditions de la pratique du déplacement alternatif (co-voiturage, bus, vélo, liaison bus-vélo, projet de voie ferroviaire...). Mais lorsqu'on voit chaque jour la croissance des embouteillages sur nos routes, on constate qu'il y a encore énormément de travail à accomplir d'urgence pour passer des paroles aux actes et faire notamment de La Réunion une île cyclable.

Plus que jamais donc, donnons-nous la main entre services de l'État, collectivités, associations et partenaires privés pour aller réellement dans ce sens. C'est ainsi qu'à La Réunion nous pourrions vraiment au plus vite, comme le dit le logo de la SEM, «bouger autrement et durablement».

**Philippe de Cotte,
Président du CRPV**

Mes chers amis du CRPV

Je voudrais vous dire ici combien je ressens un gros frémissement qui pousse aujourd'hui dans le bon sens le combat de ceux pour qui l'usage du vélo doit et peut gagner du terrain. Aux initiatives prises ici et là, il faut ajouter une prise de conscience qui ose aujourd'hui s'exprimer.

J'ai été frappé de satisfaction par l'initiative d'une chaîne locale de télé (Télé Première je crois) qui, par la voix de sa journaliste (Valérie Filain ?), a posé, et cela avec force, le problème des centaines de milliers de voitures que compte notre île et qui – c'était un responsable associatif qui le soulignait – mises les unes

derrière les autres, feraient au moins cinq fois le tour de l'île. D'où, images à l'appui, ces longues files de voitures qui n'avancent pas, et cela chaque jour... D'où l'initiative de communiquer sur le lancement des premiers essais de co-voiturage. Oui, on n'avait jamais vu ça à la télé ici...

Il nous faut, je ne doute pas que le CRPV et ses militants à titre individuel vont le faire, pousser à la prise de conscience dans la population. La proximité des élections régionales peut être mise à profit pour sensibiliser l'opinion publique pour qu'elle en fasse un point sur lequel elle jugera les divers candidats.

Tous répondront évidemment favorablement.

Peu importe que cette unanimité soit pour une large part calculée. L'essentiel est que l'opinion publique s'interroge et interroge... Il sera plus aisé par la suite d'obtenir de la part des élus de la Région et du Département qu'ils accompagnent les communes dans la mise en place de structures favorisant l'usage du vélo pour les déplacements urbains ou citadins...

Bien à vous

Raymond Lauret

Nos peines

Philippe Borel nous a quittés

C'est hier que Réunion Première a annoncé la disparition de Philippe Borel, journaliste de sa rédaction. Philippe Borel est décédé lundi soir à l'âge de 67 ans. Depuis 40 ans, il était journaliste dans le service public. Dans son hommage intitulé « Philippe, nous ne t'oublierons pas », Réunion Première précise que «

après 40 ans dans le service public, au service du public, il avait cette franchise des hommes d'expérience et de conviction. Journaliste à la rédaction radio, il était arrivé à La Réunion, il y a 11 ans, après des séjours à Mayotte et Wallis et Futuna. Discret, cet homme de terrain cultivait l'humour et l'humilité. Il fut

pourtant, à titre d'exemple, l'un des premiers journalistes d'une équipe de télévision étrangère à entrer au Cambodge après la prise de pouvoirs des Khmers rouges. » Ses obsèques auront lieu ce jeudi 24 septembre à 13h30 à la chapelle Prima.

Message de Paul Vergès

C'est avec émotion que j'ai appris le décès de Philippe Borel. J'ai eu souvent l'occasion de rencontrer Philippe Borel lors de conférences de presse. Dans le cadre de son activité profes-

sionnelle, Philippe Borel alliait la passion de son métier avec beaucoup d'humanité et de cordialité. C'est pourquoi il suscitait toujours la sympathie de ses interlocuteurs. Sa disparition nous attriste tous.

A sa famille, à ses amis et collègues et à tous ses proches, j'adresse mes très sincères condoléances.

Paul Vergès

Message du président du CESER

C'est avec beaucoup de tristesse que j'ai appris le décès de Philippe Borel, journaliste à Réunion Première. Philippe Borel était un esprit fécond, un journaliste à la longue feuille de route, toujours en quête d'informations. Drôle et généreux, il a inspiré confiance à des généra-

tions de jeunes journalistes avec qui il a su partager la passion de son métier. Je tiens à rendre hommage à cet homme chaleureux, jovial et sympathique, avec qui j'avais toujours plaisir à échanger. Une belle voix s'en est allée. La Réunion perd en lui un journaliste de grande qualité.

Les membres du CESER de la Réunion se joignent à moi pour adresser à son épouse, à ses enfants et à ses collègues nos plus sincères condoléances.

**Jean-Raymond Mondon,
Président du CESER**

Message de Témoignages

Nous venons d'apprendre avec tristesse l'annonce du décès de Philippe Borel, journaliste à Réunion Première. S'intéressant aux questions politiques, Philippe Borel a eu souvent l'occasion de participer à des conférences de presse aux côtés de

journalistes de Témoignages. Confrère d'expérience, il a su toujours rester fidèle aux valeurs essentielles de notre profession, dans le respect de la déontologie, et avec toujours à l'esprit la responsabilité qui pèse sur celles et ceux qui ont la tâche d'informer l'opinion.

Nous perdons un confrère apprécié.

À la famille de Philippe Borel, à son épouse, à ses amis, à ses proches, à toute l'équipe de Réunion Première, Témoignages présente ses sincères condoléances.

Oté

Matant, vi konpran pa ké sé la gouvèrnans ké lé pa bon ?

Matant Zélida la ékri Justin :

Mon shèr nové, mon spès salté, rouj-de-fon dovan l'éternité, nana in n'afèr mi konpran pa avèk bann rouj-de-fon : mi antann azot dir é pa arien k'in foi ké lo sistèm lé fine ariv dann son bout roulo. Donk ké na poin arien pou fèr an plis pou ariv trap in bon rézilta pars lo sistèm lé pa bon : bin si zot i pans sa pou vréman, akoz zot i démisyone pa an éspikan pou koi. La droit lé pa konm zot vi k'la droit i estime sé in bon réjime-touléka méyèr ké l'otonomi – é na dé bone shoz pou fèr. Rézilta : in pé lé pa lozik avèk zot mèm, in pé lé lojik avèk zot mèm. Dovine – dovinaye : Lokèl rant lé dé ? Lé bien fasil pou konète. Tok ! Pran sa pou toi !

Justin la fé pou répons :

Mon vyé matant k'i koz touzour la boush rouvèr, moin lé pa dakor sanm ou. Mi pans pa konm ou, mé alor pa ditou. Pou kosa ? Pars in zéli sé in zéli mé li lé pri dann in sistèm. Ou i di in pé i pans lo sistèm lé bon, d'ot i pans li lé pa bon pou La Rényon. Mi èmré, ou i amontr amoin, kansréti an pintir, in zéli k'i pans ké lo sistèm lé bon kisoï in moun la droit, in moun la gosh sansa in n'ot kalité. Tout i koné lo sistèm lé pa fé pou fèr fas nout sityasion. Alor kosa i fo fèr ? I fo shanj fason gouvèrn lo péi. Donk shanj la gouvèrnans é anplis ké sa desid la riptir avèk la politik koméla... Tok ! Pran sa pou ou !

Justin

« Bon voisin, kouzin jèrmin ! Mové voisin pinèz morpin ! » - In kozman pou la rout

Ofir-amézir demoun i viv antasé. Sa lé bon konm pa. Tout i dépann kisa sé out voisin. Li pé z'ète de bone konpagni, li pé z'ète galman difisil pou viv. Sa lé absoliman parèy ké dann travay : tout i dépann l'anbyans. Bon l'anbyans é ou i sana ou bien. Mové l'anbyans é la vi lé dir pou ou.

Bon voisin, ou lé konm an famiy : kouzin jèrmin ! Mové voisin é ou lé asiz dsi shardon : pinèz morpin ! Kosa zot i anpans de sa zot ? Arien ditou ? Fé travay z'ot koko ! Fé fonn z'ot matyèr griz ! zot va oir ké rant-rant ni pé z'ète kékfoi dakor rantre nou.

*Pinez morpin : solon A. Armand et Daniel Honoré, in kalité pinèz son pikir i fé mal baya !